

M. PINARD: En principe, la Russie est-elle opposée à l'affiliation universelle?

L'hon. M. PEARSON: Je l'ignore, mais je sais que l'an dernier elle consentait à un compromis en vertu duquel elle accepterait nos candidats si nous acceptions les siens.

M. PINARD: Ce qui signifierait qu'elle y est favorable?

L'hon. M. PEARSON: Si le principe d'affiliation universelle était proposé, elle l'approuverait plus par convenance que par principe. Le point de M. Lie a pour but de soulever la discussion de cette question; je pense qu'il y réussira.

L'alinéa suivant l'explique. Il dit:

“Quatorze nations attendent leur admission aux Nations Unies. Dans l'intérêt des habitants de ces pays et des Nations Unies, je suis d'avis qu'ils devraient être admis, de même que les autres nations qui plus tard deviendront indépendantes. Il serait bien entendu que l'Allemagne et le Japon devraient également être acceptées dès la conclusion des traités de paix.”

M. CÔTÉ: La Russie contrôlerait-elle la majorité des 14 États?

L'hon. M. PEARSON: Je pense qu'ils sont divisés à peu près également. Six ou sept d'entre eux seraient communistes.

M. CÔTÉ: Quelle serait la ligne de conduite?

L'hon. M. PEARSON: En principe, il nous était assez difficile d'accepter l'idée que notre vote en faveur de la Mongolie extérieure serait favorable à l'Italie. Il est difficile de justifier l'admission de la Mongolie extérieure à toute organisation.

M. STICK: Si vous acceptiez cela, ce serait détruire le principe d'affiliation universelle?

L'hon. M. PEARSON: On pourrait prétendre que cela est contraire à la Charte.

M. COLDWELL: Un très mauvais principe.

M. MACNAUGHTON: Nous pourrions faire une demande au nom de la Laurentie.

L'hon. M. PEARSON: 6e point.

“Un programme sain et actif d'assistance technique en vue du développement économique et l'encouragement sur une large échelle de placements de capitaux, mettant à contribution toutes les ressources appropriées privées, gouvernementales et intergouvernementales.”

Je pense que ce principe rallie tous les suffrages, et en fait, les Nations Unies tentent d'y donner suite.

M. FLEMING: La presse n'a-t-elle pas annoncé que le Canada a souscrit la somme de \$850,000 au programme d'assistance technique?

L'hon. M. PEARSON: Nous avons accepté à la dernière Assemblée, la résolution concernant le programme d'assistance technique; à New-York s'est tenue hier une séance du comité d'assistance technique des Nations Unies qui comprend dix-huit pays membres du Conseil économique et social. La séance a été tenue dans le but de savoir ce que les divers gouvernements pourraient accomplir pour donner suite à la résolution. Le Congrès des États-Unis a déjà voté de 12 à 13 millions en plus du programme bilatéral d'aide technique établi de concert avec